CE MONDE QUI BOUGE

Turquie, un scénario différent des scénarios tunisien et égyptien

Par Hassane Zerrouky

«Tayyip, la jeunesse ivre te salue» scandaient dimanche en soirée des milliers de jeunes, une canette de bière à la main, rassemblés sur la place Taksim d'Istanbul après le retrait des forces de police ordonné par le Premier ministre turc Tayyip Erdogan, au soir du deuxième jour de protestation contre sa politique.

Cette image, tout un symbole, montre toute la différence entre ce qui se passe en Turquie et les «révoltes» tunisienne, égyptienne et à un degré moindre marocaine.

Rappelons que tout est parti d'une simple protestation contre un projet d'aménagement urbain du Gezy parc («jardin de la Promenade»), à proximité de la place Taksim, prévoyant le déracinement de 600 arbres pour y édifier une mosquée, un centre culturel et un centre commercial.

La brutalité policière, pour déloger les manifestants qui campaient sur les lieux, a suscité une telle indignation qu'elle a fini par entraîner la solidarité des riverains.

Et ce, avant que la colère ne se propage et ne gagne pas moins d'une vingtaine de villes dont la capitale Ankara. Même les comités de supporters des trois grands clubs de football d'Istanbul — Fenerbaçe, Galatasaray et Besiktas — se sont joints aux contestataires.

Ce vent de colère, qui a surpris par son ampleur, est le fait d'une jeunesse éduquée, qui n'est pas frappée par un chômage massif ou la précarisation de sa situation comme le sont les jeunesses tunisienne ou égyptienne, voire marocaine ou algérienne, qui n'avaient (et qui n'ont) pour seul horizon, parce que ce sont des diplômés chômeurs, que de partir par tous les moyens, parfois au péril de leur vie, vers l'Europe ou l'Amérique du Nord.

En Turquie, nous sommes devant un scénario tout à fait différent. Dans ce pays de 78 millions d'habitants, à la croissance si exceptionnelle, 17e économie mondiale, membre du G-20, qui s'est fixé pour objectif à l'horizon 2023 de faire partie du «Top Ten» (les dix pays les plus riches de la planète) avec un revenu par habitant de 25 000 dollars, les jeunes diplômés n'ont pas l'horizon bouché comme les jeunes des pays arabes ou maghrébins. Alors quelle est donc la cause de la colère de cette jeunesse ?

Il s'agit d'un ras-le-bol généralisé, qui a même pris de court l'opposition politique dite laïque laquelle a du mal d'ailleurs à s'y connecter, une colère sans autre revendication qu'une aspiration à la liberté, à une liberté et un modèle de vie que le gouvernement islamo-conservateur veut étouffer à petites doses.

Au cœur de cette contestation sans précédent, ce sont, en effet, les dérives autoritaires du gouvernement islamo-conservateur couplées à un retour du religieux qui sont derrière le malaise d'une jeunesse qui ne se reconnaît pas dans l'identité musulmane que Tayyip Erdogan cherche à lui imposer. C'est également le conflit syrien : plus de 70% de Turcs sont opposés à la politique syrienne de Tayyip Erdogan et ne veulent pas voir leur pays s'impliquer aux côtés du Qatar et de l'Arabie saoudite dans la crise syrienne !

Aussi la contestation massive à laquelle est confronté le gouvernement turc est-elle l'indice de l'échec d'un projet de société conciliant une vision d'un islam dit «soft» (en phase avec le 21e siècle) avec l'héritage moderniste d'Atatürk, c'est aussi l'échec d'un modèle cherchant à concilier l'islam et le marché.

Le style autoritaire de Tayyip Erdogan, avec à l'arrière-plan un retour à la censure et aux procès intentés aux journalistes et intellectuels rappelant les années de plomb de la Turquie des années 1980 et 1990, son arrogance à l'endroit de ses opposants, son insistance sur le religieux, ont fini par agacer y compris dans les rangs de son propre parti. Premier à monter au créneau, le président Abdullah Gül, pour appeler au calme et

Photo : DR

rappeler à l'ordre Tayyip Erdogan. En effet, on ne peut pas gouverner un pays contre la volonté de la moitié de sa population. Inquiet, l'allié américain a également appelé Erdogan à plus de mesure : Washington craint en effet que le mouvement protestataire turc ne remette en cause le projet de Grand-Moyen-Orient mis au point par George Bush et remis au goût du jour par Barack Obama.

Ce dernier ne présente-t-il pas la Turquie gérée par l'AKP comme le modèle idéal «islamique» à suivre pour contrer la menace salafiste ?

H. Z.

Histoire de journalistes-soldats

Ces derniers temps, le quotidien* Le Monde *acheté par un trio d'hommes d'affaires se transforme en expert en armes chimiques, cherchant à justifier l'injustifiable en publiant de faux scoops sur la Syrie, comme on l'a fait à propos des fameuses «armes de destruction massive» qu'on n'a jamais trouvées en Irak. Le pauvre journaliste se mue en spécialiste militaire, en treillis, apportant des «infos» jamais vérifiées.

Par Ahmed Cheniki

Envoyé en mission spéciale, le «journaliste» foule aux pieds une certaine pratique du journalisme où *Le Monde* était une référence professionnelle.

La presse devient partie prenante d'un discours tendant à saborder la réunion affublée du nom de Genève2, condamnant encore une fois les Syriens à s'exterminer.

Des soldats d'un nouveau type n'arrêtent pas de tirer sur les Arabes. Souvent, ils le font sournoisement.

Leurs balles ne tuent pas dans l'immédiat, mais prennent un certain temps. C'est cette image que nous donnent les présentateurs des télévisions et des journalistes de très nombreux médias «occidentaux» et du Golfe qui n'arrêtent pas de nous assourdir avec leurs discours sur les droits de l'Homme et le devoir d'informer alors que dans leur propre pratique, ils sont en train de se coucher comme des rats et de reproduire les discours officiels au détriment de l'information, et de répondre sans barguigner à toutes les directives et les instructions de leurs directeurs qui, eux, reçoivent les ordres, de tel ou tel ministre ou de tel ou tel président obligé, pour des circonstances précises, de ne pas heurter les cercles dirigeants qui tirent les ficelles et les oreilles à ceux qui oseraient une petite critique. La presse est au service de l'Empire.

Ainsi fonctionnent les grands médias, y compris des journaux considérés comme référentiels, mobilisés pour la circonstance dans la guerre contre la Libye et la Syrie comme de vrais soldats — d'ailleurs, désormais, ils accompagnent ouvertement les militaires — truffant leurs discours de vérités toutes faites, de qualificatifs, de jugements rapides, reproduisant sans vergogne les clichés de leurs responsables.

Drôle de logique et de journalisme qui conjugue les mièvres coucheries avec le pain bénit.

C'est ce qui se passe également chez nous. De la même manière que dans les grandes rédactions en Europe et les acoquinements avec les puissants condamnent le vrai journalisme à une disparition certaine.

Ce type de journalisme qui dissimule la vérité et qui ne fait qu'obéir au plus offrant et qui s'acoquine avec les pires atrocités quand il s'agit d'assurer le ventre pose encore une fois le problème de cette «indépendance» dont on nous parle depuis longtemps. Même nos amis d'ici se trompent de liberté et de cible.

Là-bas, le jeu est clair : un journal ou une télévision, c'est le garde-à-vous. Nous avons déjà connu ce type d'attitudes durant la guerre de Libération où déjà des journalistes français fonctionnaient comme des soldats, mais il y avait aussi des hommes libres, des journalistes français et européens de talent et de courage. Certes, des plumes libres existent mais n'arrivent pas, censurées, à faire passer leur discours. La pensée unique, espace de l'appareil politique dominant, régit le jeu médiatique.

Et en plus, qu'est-ce qu'un Arabe pour ces journalistes du nouveau type qui ne cessent de nous sortir faussement leurs bréviaires, Georges Pullitzer ou Albert Londres, d'authentiques libres penseurs, il faut le souligner, tout en massacrant, entre autres, les pauvres Arabes et Africains qui ne seraient pour eux, un peu moins que des crapauds, surtout quand des dirigeants arabes, jouisseurs devant l'Eternel, fonctionnant cerveaux bas et en bas, se cabrent dans leurs dollars et leurs pitreries et s'en vont quêter une belle trouvaille ? Un sommet arabe pour des Arabes qui ont tiré sur des Arabes jouissant du gibier arabe, jouant le rôle de leurs souteneurs de là-bas, ce n'est que du pipi de chat.

Ainsi, va un métier qui n'a jamais respiré la liberté et l'indépendance. On connaît cette histoire de Kennedy qui menaçait de retirer l'agrément à la chaîne de télé CBS si elle le critiquait. On connaît aussi cette histoire du Zaïre où CNN montrait les images favorables à Kabila alors que les TV françaises faisaient le contraire en favorisant la rébellion.

Regards opposés de la France et des Etats-Unis tout simplement et affaire de richesses énergétiques. A Tripoli, c'est 180 milliards de dollars de réserves à engranger, du pétrole, de l'uranium et un espace géostratégique important, ce n'est pas rien. On connaît le Rwanda, Timisora, l'histoire de cette blogueuse syrienne qui s'est avérée fausse ou de ce tchèque faussement tabassé à mort, seulement pour les caméras, toujours vivant.

Les journalistes, ici et en Occident, sont souvent de fieffés menteurs qui roulent au ventre et sur le ventre. C'est pourquoi, tous les derniers sondages montrent que les Européens et les Américains ne font nullement confiance à ces médias, trop partiaux et trop disciplinés.

Al Jazeera aurait perdu en l'espace de deux années plus de 86% de ses téléspectateurs.

A. C.